



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -171,906 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2024 s'élève à -171,906 Md€ contre -187,432 Md€ à fin août 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+15,526 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 1,628 Md€ et une hausse des recettes nettes de 13,628 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,270 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 304,109 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,708 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,071 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,220 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,626 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (1,929 Md€), « Equipement des forces » (1,382 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (1,172 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,414 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (1,200 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,148 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,196 Md€, principalement au titre des programmes « Service public de l'énergie » (0,924 Md€) et « Infrastructures et services de transports » (0,532 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2024 s'élèvent à 304,109 Md€ contre 305,737 Md€ à fin août 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,628 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention pour -6,094 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -10,263 Md€, principalement la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie, ainsi qu'aux missions "Investir pour la France de 2030" pour +1,905 Md€ et "Travail et emploi" pour +1,575 Md€, hausses prévues en LFI) et des charges de la dette de l'Etat pour

► **Mission Sécurités** : 2,043 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,064 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,911 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,005 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,082 Md€, essentiellement au titre des programmes « Accès et retour à l'emploi » (0,577 Md€) et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,436 Md€) ;

► **Mission Justice** : 0,902 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Gestion des finances publiques** : 0,849 Md€, essentiellement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » (0,657 Md€).

-6,024 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour -5,537 Md€, en raison de moindres abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" par rapport à 2023), ainsi que de la hausse des dépenses de personnel pour +7,152 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses de fonctionnement pour +2,664 Md€ (écart principalement lié à la mission "Défense" pour +2,619 Md€, en raison du rythme de consommation des crédits) et des dépenses d'investissement pour +1,192 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +1,162 Md€, hausse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 164,055 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 9,556 Md€ ;

► **IR net** : 6,737 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,786 Md€, dont 1,438 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,703 Md€, dont 0,847 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,568 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,670 Md€ (dont un versement de 0,511 Md€ par l'AFITF destiné au financement de mesures relatives au réseau routier national) ;

► **IS net** : -0,561 Md€ (montant principalement lié à des R&D à hauteur de 1,052 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,816 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,535 Md€, dont -2,061 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -1,010 Md€ au titre du FCTVA.



Recettes fiscales (nettes) : 187,818 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2024 s'élèvent à 187,818 Md€ contre 184,977 Md€ à fin août 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,841 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation des autres recettes fiscales nettes (hors IR, IS, TICPE et TVA) pour +1,840 Md€ (écart lié à une augmentation des recettes fiscales brutes de 2,684 Md€,

principalement la TICFE, et des R&D à hauteur de 0,844 Md€), des recettes de TVA nette pour +1,519 Md€ et des recettes d'IS net pour +0,827 Md€ (hausse prévues en LFI), ainsi qu'une baisse des recettes d'IR net de -1,258 Md€ (essentiellement en raison d'une augmentation des R&D à hauteur de 1,690 Md€).

Recettes non fiscales : 17,373 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2024 s'élèvent à 17,373 Md€ contre 8,641 Md€ à fin août 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+8,732 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" pour 7,483 Md€ comptabilisés en juin 2024, mais intervenus au mois de décembre en 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -46,044 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2024 s'élèvent à -46,044 Md€ contre -47,478 Md€ à fin août 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,434 Md€) s'explique par de moindres PSR au profit de l'Union européenne

pour 2,009 Md€, baisse des prélèvements prévue en LFI, et une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales pour 0,575 Md€, hausse des prélèvements prévue en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 4,909 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin août 2024 s'élèvent à 4,909 Md€ contre 4,288 Md€ à fin août 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,621 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de SNCF SA pour 0,925 Md€ en vue de financer la régénération ferroviaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -31,852 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,743 Md€ et des recettes pour 6,476 Md€ (dont 4,098 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,629 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,584 Md€ (dont 0,471 Md€ au titre du paiement des intérêts des BTF) et des recettes pour 0,738 Md€ (notamment au titre d'abondements par le budget général) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2024 s'élève à -31,852 Md€ contre -32,122 Md€ à fin août 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,270 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des

► Le compte « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 0,544 Md€ (essentiellement au titre de réévaluation des contrats en devises) et des recettes pour 0,544 Md€.

comptes d'affectation spéciale de +0,445 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour +1,510 Md€, amélioration du solde prévue en LFI, et le compte « Pensions » pour -0,912 €, dégradation du solde prévue en LFI).

Dettes financières de l'Etat au 31 août 2024 : 2 623,777 Md€

La dette financière est en augmentation de 162,426 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +137,226 Md€

et des BTF pour +28,047 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,847 Md€).



	Mois	Cumul à fin août		Ecart cumul	
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-14 999	-171 906	-187 432	-187 934	15 526
Dépenses du budget général (nettes)	27 314	304 109	305 737	306 062	-1 628
Recettes du budget général (nettes)	16 867	164 055	150 428	150 251	13 628
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	6 737	43 801	45 059	45 059	-1 258
- IS *	-561	25 980	25 152	25 152	827
- TICPE	1 568	10 468	10 555	10 668	-87
- TVA	9 556	67 365	65 846	65 563	1 519
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 551	-31 852	-32 122	-32 122	270

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 916	157 359
Dette financière de l'Etat	22 544	2 623 777

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 500	102 106	94 954	94 964	7 152
Dépenses de fonctionnement	3 392	56 788	54 124	54 084	2 664
Charges de la dette de l'Etat	397	35 251	41 274	41 274	-6 024
Dépenses d'investissement	1 330	14 217	13 025	13 071	1 192
Dépenses d'intervention	9 630	93 137	99 230	99 538	-6 094
Dépenses d'opérations financières	67	1 473	2 053	2 053	-580
Total des dépenses (nettes) (I)	27 314	304 109	305 737	306 062	-1 628
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	21 582	187 818	184 977	184 807	2 841
Recettes non fiscales	966	17 373	8 641	8 641	8 732
Prélèvements sur recettes	-6 352	-46 044	-47 478	-47 486	1 434
Fonds de concours et attributions de produits	670	4 909	4 288	4 288	621
Total des recettes (nettes) (II)	16 867	164 055	150 428	150 251	13 628
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	23 218	210 100	197 906	197 736	12 194
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-10 448	-140 054	-155 310	-155 811	15 256
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-312	-1 325	-1 770	-1 770	445
Solde des comptes de concours financiers	-4 381	-30 745	-31 023	-31 023	278
Solde des comptes de commerce	145	173	584	584	-411
Solde des comptes d'opérations monétaires	-4	-374	780	780	-1 154
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 551	-31 852	-32 122	-32 122	270
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-14 999	-171 906	-187 432	-187 934	15 526



	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumulé
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 500	102 106	94 954	94 964	7 152
Rémunérations d'activité	7 440	59 876	54 888	54 895	4 988
Cotisations et contributions sociales	4 978	41 408	39 303	39 306	2 105
Prestations sociales et allocations diverses	81	822	763	763	59
AUTRES TITRES	14 814	202 004	210 783	211 098	-8 780
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 392	56 788	54 124	54 084	2 664
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 799	31 173	29 168	29 129	2 005
Subventions pour charges de service public	593	25 615	24 956	24 955	659
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	397	35 251	41 274	41 274	-6 024
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	397	35 251	41 274	41 274	-6 024
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 330	14 217	13 025	13 071	1 192
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	972	10 677	9 661	9 671	1 016
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	358	3 540	3 364	3 400	176
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 630	93 137	99 230	99 538	-6 094
Transferts aux ménages	4 388	39 752	40 643	40 627	-891
Transferts aux entreprises	1 990	23 152	29 224	29 223	-6 072
Transferts aux collectivités territoriales	1 072	10 245	9 745	9 984	500
Transferts aux autres collectivités	1 849	18 667	18 625	18 711	42
Appels en garantie	330	1 322	993	993	328
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	67	1 473	2 053	2 053	-580
Prêts et avances	0	1	19	19	-18
Dotations en fonds propres	67	655	774	774	-119
Dépenses de participations financières	0	817	1 260	1 260	-443
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	27 314	304 109	305 737	306 062	-1 628



	Mois d'août		Cumul à fin août 2024		Cumul à fin août 2023 retraité		Cumul à fin août 2023 consommé		Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.		AE	CP	AE	CP	CP	CP	
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés			
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	394	410	2 520	2 318	2 203	2 200		115	
Action de la France en Europe et dans le monde	355	364	1 567	1 487	1 405	1 405		82	
Diplomatie culturelle et d'influence	14	14	683	566	529	529		37	
Français à l'étranger et affaires consulaires	25	32	270	266	269	266		-3	
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	347	377	3 705	2 928	2 776	2 952		153	
Administration territoriale de l'Etat	204	207	1 671	1 708	1 666	1 659		42	
Vie politique	40	48	187	156	157	152		-1	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	102	122	1 847	1 064	953	1 141		111	
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	224	194	2 459	2 099	2 099	2 108		0	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	80	44	1 196	928	916	914		13	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	90	94	504	455	421	421		34	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	56	404	398	372	382		26	
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	355	318	391	391		-73	
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	-1	0		1	
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	103	169	3 438	3 385	3 926	3 926		-541	
Aide économique et financière au développement	5	9	1 431	1 137	1 600	1 600		-463	
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	150	150		0	
Solidarité à l'égard des pays en développement	99	160	1 857	2 098	2 176	2 176		-78	
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0		0	
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	7	8	1 537	1 498	1 502	1 502		-3	
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	7	8	1 460	1 426	1 428	1 428		-2	
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	73	74	74		-1	
COHESION DES TERRITOIRES	383	2 005	16 978	13 925	13 768	13 769		157	
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	184	230	2 116	1 725	1 628	1 628		97	
Aide à l'accès au logement	0	1 653	13 223	10 761	10 809	10 809		-47	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	141	65	999	835	731	733		103	
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	15	21	240	209	181	180		28	
Politique de la ville	40	30	358	313	330	331		-17	
Interventions territoriales de l'Etat	3	6	42	82	88	88		-7	
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	62	63	556	583	528	520		55	
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	43	43	346	372	325	318		47	
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44		0	
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	20	166	167	158	158		9	
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0		0	
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0		0	
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0		0	
CULTURE	124	264	3 241	2 666	2 327	2 343		339	
Patrimoines	28	132	1 170	795	666	664		130	
Création	11	24	857	778	669	681		109	
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	20	38	648	540	477	481		62	
Soutien aux politiques du ministère de la culture	65	70	566	553	515	517		38	
DEFENSE	3 411	4 626	36 799	43 276	38 467	38 484		4 808	
Environnement et prospective de la politique de défense	49	143	1 908	1 415	1 411	1 412		4	
Préparation et emploi des forces	704	1 172	9 740	11 233	8 971	8 979		2 262	
Soutien de la politique de la défense	1 935	1 929	17 014	17 149	15 888	15 895		1 261	
Equipement des forces	724	1 382	8 137	13 480	12 197	12 197		1 282	
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	47	77	671	632	576	548		56	
Coordination du travail gouvernemental	41	71	572	542	490	463		52	
Protection des droits et libertés	6	6	99	89	85	85		4	
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 305	2 196	17 594	15 628	25 996	26 011		-10 368	
Infrastructures et services de transports	212	532	6 109	6 174	5 740	5 744		434	
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	8	13	197	157	192	190		-35	
Paysages, eau et biodiversité	23	15	328	218	165	168		53	
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	462	460	445	446		15	
Prévention des risques	47	234	1 131	920	732	733		189	
Energie, climat et après-mines	11	205	3 118	2 787	3 922	3 925		-1 135	
Service public de l'énergie	632	924	3 233	2 600	12 211	12 211		-9 611	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	222	226	2 093	2 097	1 998	2 004		99	
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	487	487		-487	
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	149	45	924	214	104	104		111	



	Mois d'août		Cumul à fin août 2024		Cumul à fin août 2023 retraité	Cumul à fin août 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	
unité : million d'€.							
ECONOMIE	123	181	3 816	3 411	2 600	2 571	811
Développement des entreprises et régulations	76	105	2 864	2 405	1 908	1 906	498
Plan "France Très haut débit"	0	0	55	194	-124	-151	317
Statistiques et études économiques	33	34	308	313	304	304	9
Stratégies économiques	15	42	589	499	512	512	-13
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	598	727	36 718	43 268	48 613	48 613	-5 346
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	391	391	34 852	34 852	40 787	40 787	-5 936
Appels en garantie de l'Etat	196	330	1 396	1 396	1 109	1 109	287
Epargne	5	0	71	66	50	50	15
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	5	5	399	399	0	0	399
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 475	6 586	6 586	-112
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 700	6 708	58 360	58 142	53 973	53 974	4 168
Enseignement scolaire public du premier degré	2 222	2 220	17 827	17 816	16 677	16 677	1 139
Enseignement scolaire public du second degré	3 075	3 071	25 680	25 601	23 831	23 837	1 771
Vie de l'élève	490	485	5 638	5 598	5 123	5 108	476
Enseignement privé du premier et du second degrés	620	618	6 181	6 150	5 614	5 614	536
Soutien de la politique de l'éducation nationale	200	223	1 897	1 851	1 706	1 715	145
Enseignement technique agricole	93	92	1 137	1 125	1 023	1 023	102
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	788	849	7 089	6 960	6 800	6 789	160
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	607	657	5 271	5 218	5 103	5 088	116
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	57	61	658	646	628	629	17
Facilitation et sécurisation des échanges	124	131	1 161	1 096	1 069	1 071	27
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	140	197	1 167	1 195	1 204	1 247	-9
Immigration et asile	114	175	972	1 004	1 009	925	-4
Intégration et accès à la nationalité française	26	23	195	191	195	321	-4
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	8	6	486	4 407	3 602	3 602	805
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	130	80	80	50
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	23	23	-23
Financement des investissements stratégiques	8	6	91	3 225	1 699	1 699	1 526
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	395	1 052	1 800	1 800	-748
JUSTICE	793	902	7 657	7 898	7 488	7 488	411
Justice judiciaire	326	339	3 007	2 944	2 708	2 708	236
Administration pénitentiaire	312	362	2 932	3 259	3 082	3 082	177
Protection judiciaire de la jeunesse	70	92	762	711	684	684	27
Accès au droit et à la justice	42	42	495	492	555	555	-63
Conduite et pilotage de la politique de la justice	42	66	457	489	457	457	32
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3	3	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	3	14	581	436	431	430	4
Presse et médias	2	13	258	230	233	233	-3
Livre et industries culturelles	1	1	323	206	199	197	8
OUTRE-MER	114	111	1 985	1 582	1 518	1 518	64
Emploi outre-mer	26	30	1 271	1 051	1 102	1 102	-51
Conditions de vie outre-mer	88	81	714	530	415	415	115
PLAN DE RELANCE	0	60	21	1 084	1 670	1 670	-586
Écologie	-2	48	-2	813	1 206	1 206	-393
Compétitivité	2	7	24	218	426	426	-207
Cohésion	0	5	-1	54	39	39	15
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois d'août		Cumul à fin août 2024		Cumul à fin août 2023 retraité	Cumul à fin août 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	134	299	28 574	22 790	22 276	22 277	515
Formations supérieures et recherche universitaire	37	44	14 700	12 601	12 293	12 287	308
Vie étudiante	8	143	2 729	2 119	1 936	1 939	183
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5	18	6 829	4 355	4 341	4 345	14
Recherche spatiale	0	0	1 607	1 226	1 214	1 213	12
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	61	1	1 659	1 597	1 580	1 580	17
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0	598	486	511	510	-25
Recherche duale (civile et militaire)	0	56	141	113	115	115	-2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	35	312	294	287	287	7
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	516	5 638	4 594	4 575	4 559	20
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	3 200	3 166	3 167	35
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	65	721	590	602	602	-11
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	88	989	803	807	791	-4
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	152	301	3 262	2 791	2 699	2 935	92
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	132	295	3 005	2 623	2 546	2 784	76
Concours spécifiques et administration	20	6	257	168	152	151	16
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 754	7 764	109 341	109 324	105 527	105 527	3 797
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 397	7 408	106 277	106 260	102 679	102 679	3 581
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	357	357	3 064	3 064	2 848	2 848	216
SANTE	1 253	21	2 744	1 207	1 940	1 940	-732
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	21	378	272	225	225	46
Protection maladie	0	0	1 117	936	942	942	-6
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	1 249	0	1 249	0	772	772	-772
SECURITES	2 426	2 043	16 864	16 286	15 124	14 987	1 162
Police nationale	1 144	1 064	8 776	8 664	8 023	7 931	642
Gendarmerie nationale	1 111	911	7 374	7 078	6 640	6 609	438
Sécurité et éducation routières	1	5	52	43	29	26	13
Sécurité civile	169	62	662	502	432	422	69
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	530	2 414	29 085	19 493	19 228	19 227	266
Inclusion sociale et protection des personnes	-144	1 148	13 085	9 714	9 414	9 414	300
Handicap et dépendance	624	1 200	14 922	8 813	8 874	8 874	-61
Egalité entre les femmes et les hommes	11	10	47	42	26	26	17
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	40	56	1 030	924	914	913	10
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	41	64	1 225	1 085	1 061	1 061	24
Sport	15	16	459	346	286	286	60
Jeunesse et vie associative	26	48	722	606	556	556	50
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	44	133	219	219	-86
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	36	74	481	547	461	504	87
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	20	48	197	261	227	227	33
Transformation publique	4	8	52	85	58	86	28
Innovation et transformation numériques	4	4	26	15	4	4	11
Fonction publique	4	9	175	155	143	159	12
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	31	31	28	28	3
TRAVAIL ET EMPLOI	4 208	1 082	18 262	13 793	12 385	12 385	1 408
Accès et retour à l'emploi	774	577	5 028	4 821	4 633	4 633	188
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 367	436	12 600	8 431	7 229	7 229	1 202
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	8	7	159	68	70	70	-1
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	61	475	473	453	453	20
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	32 208	34 722	423 994	410 370	408 416	408 741	1 953
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	24 811	27 314	317 717	304 109	305 737	306 062	-1 628

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumul
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	7 307	66 805	66 373	66 373	432
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	193	1 308	1 074	1 074	234
Impôt sur les sociétés (C)	500	48 578	47 031	47 031	1 547
Impôt sur les sociétés	491	47 356	46 228	46 228	1 128
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	9	889	803	803	86
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	332	0	0	332
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 703	16 320	17 326	17 326	-1 006
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	60	1 111	990	990	121
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	383	3 761	4 194	4 194	-433
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	75	75	-75
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	31	449	339	339	110
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	155	227	227	-72
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	16	14	14	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	24	20	20	4
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	90	76	76	14
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	5	221	210	210	11
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	847	6 727	6 249	6 249	477
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	0	432	397	397	35
Taxe d'habitation sur les résidences principales	8	72	430	430	-359
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	17	2 551	3 613	3 613	-1 062
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	0	1	1	-1
Recettes diverses	337	709	485	485	224
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 719	11 978	11 923	12 035	56
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 782	121 565	119 442	119 160	2 123
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 786	27 525	24 487	24 487	3 038
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	41	282	354	354	-72
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	155	132	132	23
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	-1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	47	68	68	-21
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	361	2 922	2 541	2 541	381
Mutations à titre gratuit par décès	1 077	10 225	10 495	10 495	-270



	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumulé
	unité : million d'€. Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière	51	452	535	535	-83
Autres conventions et actes civils	43	333	298	298	35
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	42	399	410	410	-12
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	35	321	301	301	20
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	9	163	133	133	30
Timbre unique	48	189	268	268	-79
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	63	589	508	508	81
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	3	1 084	396	396	688
Autres taxes intérieures	346	4 336	2 085	2 085	2 251
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3	0
Amendes et confiscations	3	27	28	28	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	2	86	600	600	-514
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	36	45	45	-9
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	167	165	165	2
Autres droits et recettes à différents titres	0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	31	32	32	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	15	18	18	-3
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	22	23	23	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	236	1 883	1 691	1 691	192
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	87	627	618	618	10
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	33	272	271	271	1
Prélèvement sur les paris sportifs	68	642	546	546	96
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	78	76	76	2
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	125	933	731	731	201
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	80	597	555	555	42
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	28 989	294 078	287 656	287 486	6 422
TOTAL GENERAL (net)	21 582	187 818	184 977	184 807	2 841

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin août		Ecart cumulé	
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	3 755	2 692	2 692	1 063
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	662	712	712	-51
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	2 241	1 967	1 967	275
Autres dividendes et recettes assimilées	0	852	13	13	839
Produits du domaine de l'Etat (B)	216	1 211	931	931	280
Revenus du domaine public non militaire	65	652	329	329	323
Autres revenus du domaine public	0	1	3	3	-2
Revenus du domaine privé	6	237	330	330	-94
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	145	320	267	267	53
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	270	1 245	1 697	1 697	-452
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	51	307	329	329	-22
Autres frais d'assiette et de recouvrement	75	625	702	702	-76
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	5	6	6	-1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	3	3	-1
Autres recettes diverses	144	305	657	657	-352
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	55	508	329	329	179
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	223	162	162	61
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	8	7	7	1
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	27	17	17	10
Intérêts des autres prêts et avances	14	136	54	54	82
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	14	77	53	53	23
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	7	24	29	29	-5



	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumulé
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	334	1 337	1 080	1 080	257
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	265	463	138	138	325
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	75	175	175	-100
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	3	7	9	9	-2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	65	737	701	701	36
Frais de poursuite	0	4	4	4	-1
Frais de justice et d'instance	1	5	5	5	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2	1
Divers (F)	92	9 318	1 912	1 912	7 405
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	19	248	360	360	-112
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	190	158	158	32
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	9	9	9	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	4	4	1
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	4	4	4	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	4	4	0
Récupération d'indus	8	73	59	59	14
Recouvrements après admission en non-valeur	9	76	74	74	2
Divers versements de l'Union européenne	0	7 483	0	0	7 483
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	38	26	26	12
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	35	23	23	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2	-2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	13	293	256	256	37
Produits divers	2	4	21	21	-17
Autres produits divers	9	516	379	379	137
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	966	17 373	8 641	8 641	8 732



	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumul
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 535	-31 633	-31 058	-31 065	-575
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 061	-19 054	-18 915	-18 921	-139
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-4	-6	-6	3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 010	-5 334	-4 871	-4 871	-463
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-64	-625	-610	-610	-15
Dotations élu local	0	-121	-103	-103	-18
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-26	-29	-29	3
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-2	-4	2
Dotations départementale d'équipement des collèges	-284	-284	-318	-318	34
Dotations régionale d'équipement scolaire	-458	-458	-605	-605	147
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	0	0	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-225	-1 872	-1 919	-1 919	46
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-13	-321	-323	-323	2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-6	-3	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-71	-71	-71	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-56	-224	-259	-259	35
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-68	-67	-67	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-60	-60	-60	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	1	30	30	-29
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-329	-3 001	-2 920	-2 920	-82
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin août		Ecart cumul	
	Août	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	1	0	0	1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	-26	0	0	-26
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	-24	0	0	-24
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	-50	0	0	-50
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 816	-14 411	-16 420	-16 420	2 009
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 352	-46 044	-47 478	-47 486	1 434
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	637	4 348	3 751	3 751	598
Fonds de concours - coopération internationale	33	560	537	537	23
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	670	4 909	4 288	4 288	621

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2024**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois d'août		Cumul à fin août									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 728	5 417	53 758	58 159	58 159	52 433	56 390	56 390	-1 325	-1 770	-1 770	445	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	238	177	820	692	692	1 385	1 341	1 341	565	649	649	-84	
Développement agricole et rural	39	11	57	88	88	136	138	138	79	50	50	28	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	29	31	195	173	173	251	252	252	56	78	78	-22	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	17	15	181	231	231	217	343	343	36	112	112	-75	
Participations financières de l'Etat	0	29	8 140	14 996	14 996	7 454	12 800	12 800	-686	-2 196	-2 196	1 510	
Pensions	5 404	5 153	44 365	41 979	41 979	42 990	41 515	41 515	-1 375	-463	-463	-912	
Comptes de concours financiers	11 105	6 725	90 768	86 695	86 695	60 023	55 671	55 671	-30 745	-31 023	-31 023	278	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	330	0	2 657	2 544	2 544	5	54	54	-2 652	-2 490	-2 490	-163	
Avances aux collectivités territoriales	10 743	6 476	85 928	82 094	82 094	57 772	53 735	53 735	-28 156	-28 359	-28 359	203	
Prêts à des Etats étrangers	0	73	407	476	476	439	325	325	32	-152	-152	184	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2	88	195	410	410	132	269	269	-63	-141	-141	78	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	30	88	1 580	1 170	1 170	1 675	1 288	1 288	95	118	118	-24	
Comptes de commerce	1 299	1 443	42 540	49 337	49 337	42 714	49 921	49 921	173	584	584	-411	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	49	10	605	705	705	725	747	747	119	43	43	77	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	16	140	131	131	129	118	118	-11	-13	-13	2	
Couverture des risques financiers de l'Etat	544	544	1 152	2 161	2 161	1 152	2 161	2 161	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	39	63	513	435	435	577	533	533	64	98	98	-34	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	584	738	39 055	44 590	44 590	39 064	44 599	44 599	9	9	9	0	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	4	5	5	4	3	3	0	-2	-2	2	
Opérations commerciales des domaines	6	6	48	46	46	74	80	80	26	34	34	-7	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	22	19	19	20	17	17	-2	-3	-3	0	
Soutien financier au commerce extérieur	55	64	1 001	1 243	1 243	969	1 662	1 662	-32	419	419	-451	
Comptes d'opérations monétaires	39	35	704	147	147	330	928	928	-374	780	780	-1 154	
Emission des monnaies métalliques	39	35	100	68	68	151	175	175	51	107	107	-56	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	594	52	52	176	745	745	-418	694	694	-1 112	
Pertes et bénéfices de change	0	0	10	28	28	3	8	8	-6	-20	-20	14	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	18 171	13 620	187 771	194 338	194 338	155 500	162 910	162 910	-32 271	-31 429	-31 429	-842	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	18 171	13 620	187 177	194 287	194 287	155 324	162 164	162 164	-31 852	-32 122	-32 122	270	



Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2024

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-98	357
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	320	6 235
		Total organismes à caractère financier	6 381	220	6 601
	CEPL	Régions	1 768	-401	1 367
		Départements	8 968	-2 417	6 551
		Communes	31 023	-1 578	29 445
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-1 092	18 301
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-206	2 035
		Autres	9 692	149	9 841
		Total CEPL	73 086	-5 546	67 541
	Etablissements publics de santé	8 361	-1 209	7 152	
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	-1 125	19 847
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	-358	19 406
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	2 559	7 877
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	-680	1 834
		Total établissements publics nationaux	48 568	396	48 964
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	7 564	-655	6 909	
	Union européenne	3 650	-1 485	2 166	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	43	6 106	
	GIP	2 103	175	2 278	
	EPLÉ	2 773	651	3 424	
	Autres correspondants	3 321	-575	2 746	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	-131	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 392	162	14 554	
Total Dépôts de fonds du Trésor	162 003	-8 116	153 887		
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	908	3 328	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	34	144	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	-33	0	
	Total Comptes à terme	2 563	909	3 472	
Total Passif (A)		164 566	-7 207	157 359	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-7 207	157 359	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	165 273	2 595 258
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	137 226	2 397 994
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	137 226	2 397 994
<i>dont - taux fixe</i>	1 989 405	112 357	2 101 762
<i>- taux variable</i>	271 362	24 869	296 232
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	28 047	197 264
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	28 047	197 264
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 847	28 520
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	162 426	2 623 777



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.